



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division / Division de
l'équipement scientifique, des produits photographiques et
pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6B1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Analyseur d'ozone	
Solicitation No. - N° de l'invitation K8A21-180897/A	Date 2017-12-13
Client Reference No. - N° de référence du client K8A21-180897	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PV-957-73968	
File No. - N° de dossier pv957.K8A21-180897	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-01-24	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Granger, Dominique	Buyer Id - Id de l'acheteur pv957
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-5227 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT AIR QUALITY RESEARCH 335 RIVER RD See Herein OTTAWA Ontario K1A0H3 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

1.1	BESOIN.....	2
1.2	COMPTE RENDU.....	2
1.3	ACCORDS COMMERCIAUX.....	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....		3
2.1	INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	3
2.2	PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	3
2.3	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	3
2.4	LOIS APPLICABLES	4
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS		5
3.1	INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	5
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION		7
4.1	PROCÉDURES D'ÉVALUATION	7
4.2	MÉTHODE DE SÉLECTION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....		8
5.1	ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	8
5.2	ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT		10
6.1	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	10
6.2	BESOIN.....	10
6.3	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	10
6.4	DURÉE DU CONTRAT	12
6.5	RESPONSABLES.....	12
6.6	PAIEMENT	14
6.7	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	14
6.8	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
6.9	LOIS APPLICABLES	15
6.10	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	15
6.11	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	15
6.12	INSTRUCTIONS POUR L'EXPÉDITION	15
ANNEXE "A"		16
	BESOIN	16
ANNEXE "B"		19
	TABLEAUX D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	19
ANNEXE "C"		21
	CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES	21
ANNEXE "D"		23
	LISTE COMPLETE DES ADMNINSTRATEURS.....	23
ANNEXE "E" DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....		24
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	24

N° de l'invitation - Solicitation No.
K8A21-180897/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
K8A21-180897

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv957. K8A21-180897

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv957
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

Le besoin est décrit en détail sous l'annexe "A".

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP–OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) ([2017-04-27](#)) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

Clauses du Guide des CCUA [B1000T](#) ([2014-06-26](#)) Condition du matériel - soumission

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions et à l'endroit indiqué ci-dessous :

Réception des soumissions - TPSGC

Place du Portage, Phase III, Noyau 0B2
11, rue Laurier
Gatineau (Québec)
Pour les services de messagerie : J8X 4A6
Pour le courrier régulier : K1A 0S5

Téléphone: (819) 420-7201
No de télécopieur: (819) 997-9776

L'adresse ci-dessus est seulement pour la soumission des offres. Aucune autre communication ne doit être envoyée à cette adresse.

Aucune soumission ne devrait être envoyée directement à l'autorité contractante de TPSGC.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

N° de l'invitation - Solicitation No.
K8A21-180897/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
K8A21-180897

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv957. K8A21-180897

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv957
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (3 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La soumission technique comporte les éléments suivants :

Documentation technique : Dépliants techniques ou des données techniques pour démontrer la conformité à l'exigence décrite dans l'Annexe «A».

Section II: Soumission financière

- a) **l'établissement des prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à la base de paiement, y compris l'Annexe « B » – Tableaux d'établissement des prix.
- b) **Coûts à inclure** : La soumission financière doit inclure tous les coûts pour le besoin décrit dans la demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris les années d'option. L'identification de tout l'équipement nécessaire (les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants requis pour satisfaire aux exigences la demande de soumissions) et les coûts connexes de ces articles sont la responsabilité du soumissionnaire.
- c) **Les prix non fournis** : On demande aux soumissionnaires d'inscrire « 0,00 \$ » pour les items pour lequel ils n'ont pas l'intention de charger ou pour les items qui sont déjà inclus dans d'autres prix énoncés dans les tableaux. Si le soumissionnaire n'inscrit aucun prix, Canada traitera ces prix comme « 0,00 \$ » pour fins de l'évaluation et pourra demander que le soumissionnaire confirme que le prix est, en fait, 0,00 \$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou modifier un prix dans le cadre de cette confirmation. Tout soumissionnaire qui ne confirme pas que le prix non fourni d'un article est \$ 0.00 sera déclarée non recevable.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Clauses du Guide des CCUA [C3011T](#) (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

3.1.3 Clauses du Guide des CCUA

Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires

Les critères d'évaluation techniques obligatoires sont décrits dans l'Annexe « C »

4.1.2 Évaluation financière

L'évaluation financière sera effectuée par le calcul du total des prix de la soumission en conformité avec les prix fournis dans l'Annexe « B » - Tableaux d'établissement des prix.

Évaluation des prix de soumission

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, rendu droits acquittés (DDP) (**Ottawa, Ontario**) Incoterms® 2010, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens et les taxes applicables sont en sus.

Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les soumissions présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion.

4.2 Méthode de sélection

- 4.2.1 Clause du *Guide des CUA* [A0031T](#) (2010-08-16) Méthode de sélection - critères techniques obligatoires

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission

5.1.2.1 Certification de conformité

Le soumissionnaire certifie que tous les produits proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la durée du contrat, au besoin décrit sous Annexe «A».

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

N° de l'invitation - Solicitation No.
K8A21-180897/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
K8A21-180897

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv957. K8A21-180897

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv957
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#afed>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Pièces de rechange

Le soumissionnaire certifie que les pièces de rechange du besoin décrit sous Annexe «A» seront disponibles pendant au moins 10 ans après la date d'octroi du contrat.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

6.2.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les biens qui sont décrits en détail sous l'annexe "A" - Besoin

6.2.2 Besoin optionnel

- a) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'obtenir les biens et les services ou les deux qui sont décrits à Annexe "A" en vertu des mêmes conditions et aux prix et aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.
- b) L'autorité contractante peut se prévaloir de cette option à n'importe quel moment avant la fin du contrat en envoyant un avis à l'entrepreneur.
- c) **L'option d'acheter des unités supplémentaires:** L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de se procurer des quantités supplémentaires en vertu des mêmes conditions dans le contrat et aux prix et aux taux établis dans le contrat.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 9.1 de **2010A (2016-04-04)** Conditions générales - biens ou services, est modifié comme suit:

Supprimer dans son intégralité et remplacer par ce qui suit:

" Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou au nom de celui-ci et sans limiter l'application de toute autre disposition du contrat ou toute condition, garantie ou disposition prévue par la loi, l'entrepreneur, sur demande du Canada, doit remplacer, réparer ou corriger, à son choix et à ses frais, tous les travaux défectueux ou qui ne respectent pas les exigences du contrat, le cas échéant. La période de garantie sera de **24 mois** après la livraison et l'acceptation des travaux ou la durée de la période de garantie standard de l'entrepreneur ou du fabricant, si elle est plus étendue."

Le L'article 31 - Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances est ajouté à 2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) comme suit :

- 1) L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
- 2) Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
- 3) L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que
 - (a) le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - (b) le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
 - (c) l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - (d) l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
- 4) Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :
 - (a) prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou

- (b) modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
- (c) reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

4001 (2015-04-01)	Achat, location et maintenance de matériel
4003 (2010-08-16)	Logiciels sous licence
4004 (2013-04-25)	Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

- (a) La période du contrat est de la date d'octroi au 31 mars, 2019 inclusivement; et
- (b) La période pendant laquelle le contrat est prolongé, si le Canada choisit d'exercer les options prévues dans le contrat.

6.4.2 Date de livraison

Tous les livrables doivent être reçus au plus tard le 24 Mars, 2018.

6.4.3 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 3 périodes de 1 année chacune, selon les mêmes modalités et conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment avant la date d'échéance du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.4.5 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « B » du contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

N° de l'invitation - Sollicitation No.
K8A21-180897/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
K8A21-180897

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv957. K8A21-180897

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv957
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

L'autorité contractante pour le contrat est :

Dominique Granger

Agente d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des produits commerciaux et de consommation
11 rue Laurier, 6A2, Phase III
Place du Portage, Gatineau, Québec, K1A 0S5

Téléphone: 819-420-5227
Courriel: dominique.granger@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique (À remplir seulement à l'attribution du contrat)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Comptes à payer (À remplir seulement à l'attribution du contrat)

Nom:
Téléphone:
Courriel:

6.5.4 Représentant de l'entrepreneur (à remplir par le soumissionnaire)

Nom et numéro de téléphone (avec poste s'il y a lieu) de la personne responsable de ce qui suit :

Renseignements généraux

Nom : _____
Téléphone : _____ poste: _____
Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____
Téléphone : _____ poste: _____
Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé *un prix de lot ferme précisé dans « l'annexe « B », selon un montant total de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat)*. Les droits de douane *sont inclus* et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* C2000C (2007-11-30) Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

Clause du *Guide des CCUA* H1001C (2008-05-12) Paiements multiples

6.6.3 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
 - c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.
 - d. Les factures et les confirmations de commande peuvent être envoyés par courriel à :
_____ *(À remplir seulement à l'attribution du contrat)*
 - e. Pour faciliter le processus de paiement, il est important que l'entrepreneur indique le numéro de contrat sur toutes les factures d'expédition et les bordereaux d'expédition. L'omission de le faire

causera un retard de paiement et aura un impact sur la date utilisée pour calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires
 - a. 4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel
 - b. 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence
 - c. 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence
- c) les conditions générales 2010A (2016-04-04) les conditions générales - biens (complexité moyenne);
- d) Annexe A, Besoin;
- e) Annexe B, Tableaux d'établissement des prix.
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (indiquer la date de la soumission)

6.11 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA [B1501C](#) (2006-06-16) Appareillage électrique
Clause du Guide des CCUA [B7500C](#) (2006-06-16) Marchandises excédentaires
Clause du Guide des CCUA [G1005C](#) (2016-01-28) Assurance
Clause du Guide des CCUA [D2001C](#) (2007-11-30) Étiquetage
Clause du Guide des CCUA [D2025C](#) (2007-08-17) Matériaux d'emballage en bois

6.12 Instructions pour l'expédition

6.12.1 Instructions pour l'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

Rendu droits acquittés (DDP) Ottawa, Ontario selon les Incoterms 2010 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.
2. L'entrepreneur devra assumer tous les frais de livraison et d'administration, les coûts et risques de transport, ainsi que de dédouanement, en plus de verser les droits de douane et les taxes.

ANNEXE "A"

BESOIN

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) a un besoin pour l'achat de 14 instruments permettant de mesurer l'ozone dans l'air ambiant en temps réel avec l'option de se procurer jusqu'à 80 unités supplémentaires au cours des trois prochaines années. Les instruments doivent répondre à toutes les exigences techniques obligatoires comme indiqué ci-dessous ainsi qu'aux critères d'évaluation obligatoires comme indiqué à l'Annexe C - Critères d'évaluation obligatoires. L'exigence doit inclure tous les éléments suivants:

Contexte:

Le programme national de surveillance de la pollution atmosphérique (PNSPA) est un programme fédéral, provincial, territorial et municipal établi en 1969. Le PNSPA est la principale source d'information de la surveillance de l'air au Canada, avec près de 300 stations situées dans environ 200 communautés faisant rapport à la base de données pancanadienne de la qualité de l'air. Au total, plus de 1200 instruments, y compris des analyseurs en continu mesurant le dioxyde de soufre, le monoxyde de carbone, le dioxyde d'azote, l'ozone et les particules fines, sont utilisés pour fournir des mesures de la qualité de l'air. Les substances toxiques telles que les hydrocarbures aromatiques polycycliques, les dioxines et les furannes, et les métaux lourds tels que l'arsenic, le plomb et le mercure sont également analysés pour des événements de 24 heures à des intervalles quotidiens programmés. Maintenant dans sa 48e année, le programme a produit l'une des bases de données sur la qualité de l'air les plus longues et les plus diversifiées sur le plan géographique avec le plus grand nombre de polluants au Canada.

Besoin:

Pour satisfaire aux exigences du Programme national de surveillance de la pollution atmosphérique (PNSPA), l'analyseur d'ozone doit satisfaire les spécifications obligatoires suivantes :

ITEM	SPECIFICATIONS TECHNIQUES
1	L'analyseur doit fonctionner, être complet et être disponible sur le marché à la date de clôture des soumissions.
2	Tous les composants et le système doivent être homologués par la CSA, l'ETL ou l'UL.
3	Tous les raccords et les tubes doivent être de tailles impériales (c'est-à-dire non métriques)
4	L'instrument doit inclure une garantie de deux ans à compter de la date des tests d'acceptation comprenant les pièces, la main-d'œuvre et l'expédition.
	L'analyseur d'ozone :
5	Doit répondre au moins aux exigences minimales relatives à la méthode équivalente désignée de l'EPA des É.-U. (40 CFR, Part 53) pour la mesure de l'ozone dans l'air ambiant.
6	Doit se fonder sur la méthode de mesure de l'absorption du rayonnement ultraviolet utilisant la technologie à DEL.
7	Les plages de mesures doivent pouvoir être configurées à 0-300 ppb.
8	Doit permettre la concentration massique et résolution d'affichage de 0,1 ppb ou moins.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
K8A21-180897/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
K8A21-180897

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv957. K8A21-180897

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv957
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

9	Doit avoir un temps de réaction de 1 minute ou moins.
10	Limite inférieure de détection (LID) doit être de 0,2 ppb ou moins.
11	Le débit de l'échantillon d'air ambiant doit se situer entre 0,3 L/min et 1,0 L/min.
12	Doit fonctionner dans une plage de température comprise entre 15 °C et 35 °C.
13	Doit présenter la température interne et la compensation de pression de la concentration en ozone.
14	La dérive du zéro doit être inférieure à 2 ppb sur une période de 7 jours.
15	La dérive du gain doit être inférieure à 1 % sur une période de 7 jours.
16	La linéarité doit représenter moins de 1 % de la pleine échelle.
17	Doit pouvoir afficher les unités en ppb ou en $\mu\text{g}/\text{m}^3$.
18	Doit utiliser une pompe interne pour limiter les bruits et éliminer la nécessité d'une enceinte pour pompe externe.
19	Doit avoir un filtre d'échantillonnage intégral (support de 47 mm) pour retirer les particules du flux d'air.
20	Doit avoir des capacités zéro/d'échelle grâce à un épurateur « zéro » interne et un générateur d'ozone interne.
21	Doit inclure un logiciel intégré piloté par menu (micrologiciel) pour le contrôle interne du processus et la configuration de l'utilisateur au moyen de l'écran tactile et/ou du clavier. Le micrologiciel doit afficher à l'écran l'état du système, posséder des fonctions d'acquisition de données et d'autodiagnostic, et consigner les activités d'échantillonnage, les avertissements et les codes d'erreur.
22	Doit avoir des écrans configurables par l'utilisateur permettent de visualiser et de contrôler les paramètres internes.
23	Doit comporter au moins deux ports USB, un port de communication Ethernet (supportant MODBUS) pour la configuration des paramètres d'exploitation, la mise à niveau du micrologiciel de l'instrument, le téléchargement de données stockées.
24	Doit pouvoir stocker au moins un an de données d'échantillonnage moyennées sur une heure et 24 heures, de paramètres internes et d'événements.
25	Doit permettre la configuration, le contrôle et l'exploitation à distance grâce à un serveur Web intégré utilisant des ports de communication ou un réseau Wi-Fi.
26	Les pièces de rechange doivent être disponibles pendant au moins 10 ans.
27	L'alimentation doit être inférieure à 75 watts à 120 V/60 Hz.

N° de l'invitation - Solicitation No.

K8A21-180897/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

K8A21-180897

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pv957. K8A21-180897

Id de l'acheteur - Buyer ID

pv957

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

28	Doit inclure un manuel d'instruction et manuel du logiciel d'interface utilisateur en anglais inclus.
29	L'analyseur doit pouvoir être monté en rack et être installé dans un rack d'instruments de 19 pouces de large.

ANNEXE "B"

TABLEAUX D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Le soumissionnaire doit fournir tous les prix demandés dans les tableaux ci-dessous conformément à l'article **6.6.1 - Base de paiement**.

Tableau 1: Besoin initial:

Article No.	Description	Nombre d'unités	Unité	Prix unitaire	Prix calculé (Quantité X prix unitaire)
1	Analyseur d'ozone de l'air ambiant. Livraison, manuels et garantie de 2 ans inclus.	14	Chacun	\$	\$
Prix évalué total					\$

2: Besoin optionel:

Si une période d'option est exercée, Canada fera l'acquisition de la quantité minimale d'unités, jusqu'à concurrence de la quantité maximale d'unités, tel qu'indiqué dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2: Quantités estimées:

Période d'option 1 (1er avril, 2018 au 31 mars, 2019)	Période d'option 2 (1er avril, 2019 au 31 mars, 2020)	Période d'option 3 (1er avril, 2020 au 31 mars, 2021)
Minimum de 5 unités jusqu'à un maximum de 30 unités	Minimum de 5 unités jusqu'à un maximum de 30 unités	Minimum de 5 unités jusqu'à un maximum de 20 unités

Tableau 3: Périodes d'option

Description	Unité	Période d'option 1 (1er avril, 2018 au 31 mars, 2019) Prix unitaire ferme	Période d'option 2 (1er avril, 2019 au 31 mars, 2020) Prix unitaire ferme	Période d'option 3 (1er avril, 2020 au 31 mars, 2021) Prix unitaire ferme
Analyseur d'ozone de l'air ambiant. Livraison, manuels et garantie de 2 ans inclus.	Chacun	\$ _____	\$ _____	\$ _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.
K8A21-180897/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
K8A21-180897

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv957. K8A21-180897

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv957
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3. Total des prix de la soumission:

Description	Prix Évalué
Tableau 1 : Prix évalué total	\$
Tableau 3 : Période d'option 1 - Prix unitaire ferme	\$
Tableau 3 : Période d'option 2 - Prix unitaire ferme	\$
Tableau 3 : Période d'option 3 - Prix unitaire ferme	\$
Total des prix de la soumission	\$

4. Point de livraison:

Environnement and Changement climatique Canada
335 River Road
Ottawa, ON K1A 0H3
Attn: **(À remplir seulement à l'attribution du contrat)**

ANNEXE "C"

CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Les exigences suivantes sont les critères d'évaluation techniques obligatoires qui seront évaluées au cours de l'évaluation des soumissions. En outre, le soumissionnaire sera tenu de répondre à toutes les exigences techniques obligatoires pour la période du contrat

Les soumissionnaires doivent faire des renvois entre les critères techniques obligatoires dans un format concis en utilisant la page, le paragraphe (s) et les sous-paragraphe(s) comme applicable à leur documentation technique à l'appui.

ITEM	SPECIFICATIONS TECHNIQUES	RÉFÉRENCE DANS LA PROPOSITION
M.1	L'analyseur doit fonctionner, être complet et être disponible sur le marché à la date de clôture des soumissions.	
M.2	Tous les composants et le système doivent être homologués par la CSA, l'ETL ou l'UL.	
M.3	Tous les raccords et les tubes doivent être de tailles impériales (c'est-à-dire non métriques)	
	L'ANALYSEUR D'OZONE :	
M.4	Doit répondre au moins aux exigences minimales relatives à la méthode équivalente désignée de l'EPA des É.-U. (40 CFR, Part 53) pour la mesure de l'ozone dans l'air ambiant.	
M.5	Doit se fonder sur la méthode de mesure de l'absorption du rayonnement ultraviolet utilisant la technologie à DEL.	
M.6	Les plages de mesures doivent pouvoir être configurées à 0-300 ppb.	
M.7	Doit permettre la concentration massique et résolution d'affichage de 0,1 ppb ou moins.	
M.8	Doit avoir un temps de réaction de 1 minute ou moins.	
M.9	Limite inférieure de détection (LID) doit être de 0,2 ppb ou moins.	
M.10	Le débit de l'échantillon d'air ambiant doit se situer entre 0,3 L/min et 1,0 L/min.	
M.11	Doit fonctionner dans une plage de température comprise entre 15 °C et 35 °C.	
M.12	Doit présenter la température interne et la compensation de	

	pression de la concentration en ozone.	
M.13	La dérive du zéro doit être inférieure à 2 ppb sur une période de 7 jours.	
M.14	La dérive du gain doit être inférieure à 1 % sur une période de 7 jours.	
M.15	La linéarité doit représenter moins de 1 % de la pleine échelle.	
M.16	Doit pouvoir afficher les unités en ppb ou en $\mu\text{g}/\text{m}^3$.	
M.17	Doit utiliser une pompe interne pour limiter les bruits et éliminer la nécessité d'une enceinte pour pompe externe.	
M.18	Doit avoir un filtre d'échantillonnage intégral (support de 47 mm) pour retirer les particules du flux d'air.	
M.19	Doit avoir des capacités zéro/d'échelle grâce à un épurateur « zéro » interne et un générateur d'ozone interne.	
M.20	Doit inclure un logiciel intégré piloté par menu (micrologiciel) pour le contrôle interne du processus et la configuration de l'utilisateur au moyen de l'écran tactile et/ou du clavier. Le micrologiciel doit afficher à l'écran l'état du système, posséder des fonctions d'acquisition de données et d'autodiagnostic, et consigner les activités d'échantillonnage, les avertissements et les codes d'erreur.	
M.21	Doit avoir des écrans configurables par l'utilisateur permettent de visualiser et de contrôler les paramètres internes.	
M.22	Doit comporter au moins deux ports USB, un port de communication Ethernet (supportant MODBUS) pour la configuration des paramètres d'exploitation, la mise à niveau du micrologiciel de l'instrument, le téléchargement de données stockées.	
M.23	Doit pouvoir stocker au moins un an de données d'échantillonnage moyennées sur une heure et 24 heures, de paramètres internes et d'événements.	
M.24	Doit permettre la configuration, le contrôle et l'exploitation à distance grâce à un serveur Web intégré utilisant des ports de communication ou un réseau Wi-Fi.	
M.25	L'alimentation doit être inférieure à 75 watts à 120 V/60 Hz.	
M.26	L'analyseur doit pouvoir être monté en rack et être installé dans un rack d'instruments de 19 pouces de large.	

N° de l'invitation - Sollicitation No.
K8A21-180897/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
K8A21-180897

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv957. K8A21-180897

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv957
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "D"

LISTE COMPLETE DES ADMININSTRATEURS
(Instructions, clauses et conditions uniformisées partie 2)

Nom	Position
<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>

N° de l'invitation - Solicitation No.

K8A21-180897/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

K8A21-180897

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pv957. K8A21-180897

Id de l'acheteur - Buyer ID

pv957

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE “E” de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)